



DISTR.: LIMITÉE
ECA/EASRDC/ICE/V/12b
OCTOBRE 1997
Original: Français

NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre de Développement Sous-Régional
pour l'Afrique de l'Est

Cinquième Réunion du Comité
Intergouvernemental d'Experts

14-18 Avril 1998
Addis Abéba (Ethiopie)

LA PROBLEMATIQUE DE L'INTEGRATION DE LA FEMME
CONGOLAISE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT DE LA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

INTRODUCTION

Qu'il me soit en ce jour permis de saluer l'Assemblée ici présente pour sa disponibilité et de remercier la C.E.A., ainsi que le Projet Femmes/PNUD dont l'assistance matérielle et financière ont rendu possible la manifestation de ce jour;

Les initiateurs de ce séminaire comme le Gouvernement qui le chapeaute, ont eu l'occasion cet avant-midi, d'explicitier les mobiles qui ont motivé l'organisation de ce carrefour dont rappelons le, le thème central est « l'Équité et le pouvoir économique des femmes congolaises dans le processus de démocratisation ».

Ce sujet suscite un débat à la fois juridique, économique, politique et éthique. Toutefois, pour rester dans les limites fixées par l'orientation de nos assises, nous privilégierons les aspects politico-économiques.

En effet, la tâche qui nous incombe au cours de nos trois journées de travaux est celle de dégager du contexte congolais, toutes les entraves qui bloquent ou amenuisent l'apport de la femme d'aujourd'hui au développement économique familial et national et, en conséquence, définir des stratégies théoriques et pragmatiques susceptibles d'engendrer une révolution libératrice.

Une certaine opinion ne comprendrait pas l'opportunité de discuter sur le renforcement du pouvoir économique de la femme dans un Etat où l'économie est trouvée dans une crise profonde à l'arrivée au pouvoir par les nouvelles autorités.

En plus, vaut-il la peine de prêcher une promotion économique de la femme dans une société où, l'idéologie matrimoniale veut que, comme les enfants, la femme soit considérée comme personne en charge du mari? En clair, dans la quasi-totalité des cas, dès que le revenu de l'épouse devient égal ou supérieur à celui de l'époux, le ménage congolais se retrouve déstabilisé, menacé du dehors (les belles familles respectives) et du dedans.

Les résolutions qui vont être adoptées au sujet de l'égalité entre homme et femme ne vont-elles pas rester lettre morte comme cela a toujours été le cas? On peut penser ici, aux options levées par les Conférences Mondiales sur les femmes dont l'application demeure hypothétique surtout dans nos pays en voie de développement.

Toutes ces questions à la fois générales et fondamentales, nous ont suggéré l'ordre de succession des exposés tel que publié cet avant-midi.

Cette communication, la première d'une série de quatre retenue par les organisateurs, a pour objectif premier de fixer le cadre de référence aux trois suivantes communications qui elles, seront sectorielles ou techniques.

En d'autres termes, notre exposé offre le portrait de la femme et de la société congolaise à travers le temps en mettant un accent sur l'équation d'une intégration effective de cette femme dans le processus de redressement économique et social désiré par l'ensemble de notre population nationale.

Comme on le sait, depuis quelques temps, les conférences se tiennent ici et là, certaines par snobisme, d'autres par exhibitionnisme et d'autres encore par opportunisme. Le présent exposé quant à lui, se veut critique, responsable et patriotique car le développement de notre cher Congo en dépend.

D'entrée de jeu, il importe de reconnaître que l'intégration de la femme congolaise dans le processus de développement national est un sujet à la fois vaste et controversé. Pour un meilleur agencement des idées, notre communication va s'articuler autour des points ci-après avant de déboucher sur une synthèse qui servira de mot de la fin. Il s'agit:

1. du concept d'intégration;
2. de la femme congolaise de la société d'autrefois;
3. de la désintégration de la femme pendant la Deuxième République ;
4. de la politique à mettre en place en vue de l'intégration de la femme congolaise dans le processus de développement de la République du Congo ;
5. du mot de la fin.

PREMIER POINT: DU CONCEPT D'INTEGRATION

Comme d'aucuns le savent, sur le plan scientifique, un même concept peut se voir attribuer une litanie de définitions notamment suivant les disciplines, les époques et les auteurs.

Au regard de la finalité de cette communication et de l'hétérogénéité de notre auditoire, l'accent sera plus mis sur la typologie et les mécanismes de réalisation de l'intégration que sur les querelles définitionnelles.

Ordinairement assimilée aux termes adaptation, accommodation, ajustement, cohésion sociale,... l'intégration se définit entre autres comme: processus par lequel un individu fait siennes les normes culturelles prévalant dans une société ou dans un groupe . Elle peut être entendue aussi comme l'assemblage en une totalité des éléments d'un système social.

Dans son ouvrage intitulé Lexique des sciences sociales, MUCCHIELLI, A. note que l'intégration sociale est dans son sens le plus large, un aspect de l'acculturation impliquant spécifiquement l'assimilation personnelle des modèles socio-culturels de conduite et de pensées, par les individus intégrés au groupe dont il s'agit. En d'autres termes, l'intégration suppose la représentation d'un ensemble dans lequel, toutes les parties s'intercompénètrent et qui en tant qu'unité supérieure contient toutes les unités membres. Intégrer signifie donc, se placer dans une perspective dynamique, à introduire quelques relations d'interdépendance ou de solidarité entre les éléments d'un univers chaotique non encore intégré ou constitué dans un ensemble. Il s'agit ici, de l'intégration processus et non de l'intégration état.

Conformément à l'orientation tracée à ce premier point de notre conférence, il nous revient à présent d'exposer les divers paliers de l'intégration sociale. La littérature spécialisée en la matière consacre quatre niveaux d'intégration suivants:

1. Intégration entre normes autrement appelée intégration culturelle, varie de la plus haute concordance à la plus basse. Ce type d'intégration suppose la mise sur pied des textes

de lois convergents, harmonieux, susceptibles de favoriser l'épanouissement individuel et collectif.

2. Intégration entre normes et comportements des personnes ou intégration normative qui sert à mesurer le degré d'adaptation aux valeurs d'un groupe. Elle varie d'une fréquence d'accord élevée par rapport au comportement et aux valeurs à une fréquence élevée de violation des normes.

3. Intégration entre personnes ou intégration communicative: elle a lieu entre les individus lorsqu'il y a échange des signes et quand la communication s'établit librement c'est-à-dire sans barrière.

4. Intégration fonctionnelle: elle désigne l'échange de services mutuels entre membres. Ce dernier type d'intégration n'est possible que quand on note une interdépendance opposée à l'autonomie individuelle ; il s'agit donc du degré d'interdépendance, de solidarité entre membres lorsque ces rapports engendrent une division du travail en tant que système.

On peut lire à ce propos les travaux de G. ROCHER, W.S.LANDECKER, A. TOURAINE et autres pour en savoir plus. nous reviendrons sur ces divers degrés d'intégration pendant la deuxième République et en rapport avec le projet de société auquel l'AFDL nous convie à construire.

Au cours de cet exercice, nous ne négligeront pas le rôle intégratif des facteurs tels que niveau d'instruction, degré d'organisation, nature d'activité, type de lois, justice ou équité et surtout démocratie et conditionnement politique;

DEUXIEME POINT: LA FEMME DANS LA SOCIETE D'AUTREFOIS

Dans nos traditions, la femme a toujours occupé une place de choix au sein de la société. Chaque famille devrait avoir au moins une femme pour accomplir les tâches indispensables à sa survie puisque l'homme ne peut ni les exécuter lui-même, ni embaucher une autre personne à cette fin.

Cette femme fut un agent polyvalent capable de sillonner, semer, entretenir les champs, transporter les produits vivriers, approvisionner en eau, préparer et approvisionner en bois de chauffage, les marchés, la production de la bière, entretenir les petits enfants, la résidence... Elle même a toujours été l'agent planificateur de la gestion domestique dans l'utilisation des denrées du grenier, des repas... et agent de la production dans l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'artisanat ; bref, un pilier de la vie familiale et communautaire. L'apport de la femme d'autrefois fut donc multisectoriel. Cette femme était bien insérée dans sa société par sa responsabilisation basée sur la division du travail par sexe, par l'observance des idéaux religieux et sociaux...

A notre avis, encore une fois, la femme de cette époque n'a jamais été une personne marginale.

Dans son contexte, tous les 4 types d'intégration nous semblent réunis. On peut en les explicitant, relever l'intégration entre les normes car les coutumes furent expressément véhiculées dans l'intérêt de l'individu et de la collectivité, la permanence du contrôle social garantissant l'intégration entre normes et comportements: l'intégration fonctionnelle se vérifie pleinement grâce au degré d'interdépendance, de solidarité entre membres qui débouche sur une division du travail dans ce système comme précédemment souligné ; seule la dernière forme d'intégration ne semble pas avoir été totalement vécue à cause de la diversité des tabous à caractère religieux et de la limitation d'ordre juridico/politique créant une certaine distance sociale verticale entre les deux sexes.

En général, déjà à cette époque, les hommes ont fondé leur supériorité sur une faiblesse supposée des femmes d'où l'expression de sexe faible. Il s'en est suivi un cortège de prohibitions qui ont entraîné aux femmes un statut socio-politique bien bas.

Dans ce contexte, la femme doit obéissance à son mari et respect à tout homme. Elle n'était jamais assise en public à côté des hommes. Quand le contexte nécessite la présence féminine (procès, deuil,...) les femmes sont en retrait par rapport aux hommes. Les femmes n'étaient pas autorisées à prendre la parole en public devant une assemblée masculine, sauf

si cela était expressément exigé par les sages dans le cas de témoignage par exemple.

La retenue et la pudeur imposées aux femmes d'autrefois, les poussaient à mener une vie assez effacée surtout lorsqu'elles se retrouvaient au côté des hommes. Pour toutes ces raisons donc, les ambitions légitimes des femmes furent difficiles à déterminer .

Mais malgré cela, la femme d'autrefois nous laisse l'image d'une personne intégrée ou adaptée au statut et aux fonctions lui conférés par sa société et dont on attendait l'apport pour le développement de la collectivité

TROISIEME POINT: SITUATION DE LA FEMME PENDANT LA DEUXIEME REPUBLIQUE

Suivant le schéma classique du découpage des grandes séquences historiques de l'histoire de notre pays, nous aurions dû prévoir un point autonome exposant la situation politico-économique de la femme congolaise à l'époque coloniale. Si nous ne l'avons pas fait, c'est à cause d'une série de raisons dont les plus évidentes sont:

- la similitude entre les données de l'époque coloniale, post-coloniale et celles de la Deuxième République ;
- le temps de parole nous imparti par rapport à l'étendue de la matière est tellement court qu'il nous a paru recommandé d'élaborer des synthèses.

Toutefois, avant de passer à l'exposé consacré au règne du précédent régime politique , il y a lieu de retenir que l'avènement de la colonisation a renforcé et entretenu les inégalités entre les hommes et les femmes particulièrement dans les domaines de l'éducation et de production économique.

En effet, comme on le sait, la colonisation poursuivait fondamentalement un intérêt matériel ou économique. Elle a consisté dans l'exploitation des richesses exportables vers la métropole. Les travaux courants furent durs et la femme en était écartée. Elle était une simple ménagère qui assurait la logistique pour nourrir l'homme qui évoluait au « front de la production ».

L'école occidentale lorsqu'elle a été ouverte chez nous, visait l'amélioration des services (administration) et de la production. Comme on le voit, à l'époque coloniale, l'enseignement visait moins l'épanouissement du congolais que l'augmentation de la production économique.

Certes, on nous objecterait si nous ne faisons aucune allusion à l'école pour filles. Celles-ci a bel et bien été ouverte mais avec un horizon très borné. Le programme de formation destiné aux filles fut axé généralement sur les cours ménagers et sur l'hygiène. Pour elles, la finalité était celle de devenir ménagère et mère

Venons en maintenant au sort politico-économique de la femme pendant les trois décennies du régime autocratique du feu Président Mobutu.

Par quel bout faut-il dérouler la période tumultueuse de la Deuxième République? Raisonnablement c'est par l'évaluation du niveau d'instruction de la femme qu'il faut ouvrir le débat car, de cette instruction, dépend sa promotion politique et économique. Plus les femmes seront formées, mieux elles affronteront individuellement ou collectivement toute forme de lutte en l'occurrence politique et économique. De nos jours, l'instruction devient de plus en plus la clé de développement et un atout de taille face à toute forme d'oppression, de discrimination ou d'injustice.

Quel est l'état de lieu pendant la Deuxième République? Avant de nous consacrer au terrain congolais, disons d'abord un mot sur le monde et sur l'Afrique.

Les études de l'UNESCO ont démontré que dans le lot de non-qualifiée, on trouve surtout les femmes. En effet, en 1981, les experts de l'UNESCO estimaient à 800 millions le nombre total d'illettrés dans le monde; Environ 80 % de ce nombre est constitué de femmes et, la disparité entre les sexes vu même croissant. En 1970, en effet, le nombre de femmes analphabètes était supérieur de quelques 140 millions à celui des hommes, ce nombre était déjà monté à 170 millions en 1980 à +/- 190 millions en 1990.

Selon le rapport de l'UNICEF de 1984 repris par notre collègue MUPAPA, « la situation des enfants dans le monde », le taux d'alphabétisation était en 1980 de 82 % pour les hommes et de 95 % pour les femmes au Burkina Faso, au Mali de 81 % pour les hommes et de 92 % pour les femmes ; au Sénégal de 39 % pour les hommes et de 97 % pour les femmes ; au Burundi de 61 % pour les hommes et de 85 % pour les femmes et au Zaïre de 25 % pour les hommes et de 63 % pour les femmes, pour ne prendre au hasard que ces pays-là.

Bien que le Congo figure parmi les pays les plus scolarisés d'Afrique, les disparités entre la scolarisation des hommes et de celle des femmes restent trop importantes. En 1980, nous avions au Zaïre:

- 65 filles pour 100 garçons à l'école primaire ;
- 35 filles pour 100 garçons au niveau secondaire ;
- 13 filles pour 100 garçons dans l'enseignement supérieur.

A cette faiblesse du taux de scolarisation des filles, il faut ajouter un taux élevé de déperdition scolaire, ce qui diminue très sensiblement l'espérance de vie scolaire de jeunes filles.

Selon les statistiques publiées par le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire du Congo, les 503.532 filles de premières années primaires de l'année scolaire 1975/1976 ne sont plus que 283.713 pour l'année scolaire 1978/1979 en comptant celles qui passent en 4ème année primaire et celles qui reprennent la 3ème année, soit une déperdition de plus de 40 %. Ce taux peut atteindre les 50 % ou plus à la fin du primaire.

Pour mieux nous éclairer, nous devons noter que la fréquentation scolaire des filles est meilleure en milieu urbain qu'en milieu rural.

Ainsi en 1976, dans une ville comme Kinshasa, sur 98,7 % des filles scolarisables, 93,8 % étaient effectivement scolarisées, seules 4,8 % d'entre elles ne l'étaient pas. Par contre, dans la province de l'Equateur, sur 99,2 % des filles scolarisables, 49,7 % seulement étaient

scolarisées.

Par ailleurs, les provinces les plus urbanisées (Katanga, Bas-Congo, etc...) offrent des taux de scolarisation plus élevés que les provinces plus rurales (Equateur, Bandundu, Province Orientale).

Ces résultats catastrophiques sur le plan scolaire ne sont pas de nature à qualifier les femmes face aux hommes, numériquement plus instruits, dans les compétitions politique et économique. Cette disqualification des femmes est d'autant plus forte encore, lorsqu'on sait qu'en plus de l'handicap d'instruction les femmes congolaises sont confrontées à une diversité de mythes et de prohibitions qui limitent leur marge de manoeuvre dans plusieurs secteurs de la vie publique.

Dans le contexte politique, la femme a été marquée par le slogan de l'émancipation féminine à partir de 1967 et par le statut d'animatrice - porte étendard du mobutisme au temps fort du M.P.R.

Commençons par l'émancipation féminine. Celle-ci a été décrétée dans le sens de l'instauration de l'égalité entre la femme et l'homme. Il s'agit ici d'une part du déliement de la femme et d'autre part de sa promotion au même rang que l'homme. Ne s'étant pas bien pris, cette politique a créé des problèmes qu'elle n'en a résolus. La femme congolaise s'est crue de plus en plus l'égale de l'homme. Elle est devenue souvent inutilement contestataire, revendicatrice et à l'origine de tensions aussi bien dans le ménage qu'en milieu professionnel.

Comme on le sait, un affranchissement ne se décrète pas, il s'assume. L'émancipation s'acquiert d'abord au sein de la famille, ensuite à l'école où l'on reçoit l'éducation et une culture générale ainsi qu'en milieux publics, le bureau par exemple. Chez nous, il s'est donc agi plus d'une illusion que d'une émancipation effective de la femme congolaise. Cette dernière est restée plus un objet qu'un sujet de l'histoire de sa société.

Abandonné par le pouvoir public de l'époque, ayant une instruction limitée, sans grande qualification professionnelle surtout en milieu urbain, cette dame s'est retrouvée désemparée, clochardisée, versée à la débauche et autres vices.

Passons à présent au statut d'animatrice porté par la femme congolaise pendant le règne du M.P.R. Parti-Etat.

Heureux le peuple qui chante et qui danse, idéologie chère à l'ancien Président de la République a donné lieu à la création de plusieurs groupes régionaux d'animation politique et culturelle. Temps, énergies, moyens matériels et financiers ont été investis dans ce secteur improductif au lieu de brancher la femme sur des objectifs de développement qui lui fourniraient bonheur et dignité. Sur le plan économique, la situation se présente différemment selon qu'elle est perçue dans le cadre du secteur public ou privé.

A cause de leur sous qualification, très peu de femmes ont émergé dans le secteur public de l'économie nationale. Elles sont rares les congolaises qui se sont imposées dans la création ou dans la direction des banques, firmes commerciales, usines, industries... Elles sont donc restées impuissantes, marginales, désarticulées.

Par contre, dans le secteur privé, les femmes congolaises se sont débrouillées tant bien que mal et, dans cette débrouillardise, elles n'ont pas souvent rencontré de facilités. Dans un tel contexte, plusieurs femmes finissent par se décourager ou se contenter de peu.

La deuxième communication de ce jour s'étendra sur cette question en recensant la diversité des activités productives des femmes. En bref, la plupart de femmes d'affaires luttent pour la survie et non pour une véritable quête de la promotion de leurs entreprises.

En résumé, le régime précédent s'est caractérisé par le népotisme, l'arbitraire, l'impunité, le vol, le viol, la mauvaise gouvernance plusieurs autres maux qui ont entraîné une désarticulation totale de l'Etat. Dans un pareil contexte, aucune forme d'intégration ne

peut s'implanter. C'est à cette tâche que le nouveau pouvoir devrait s'atteler en éliminant progressivement et sûrement les goulots d'étranglement de la femme et de l'ensemble de notre chère nation.

QUATRIEME POINT: QUELLE POLITIQUE METTRE EN PLACE POUR INTEGRER LA FEMME DANS LE PROCESSUS DU DEVELOPPEMENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO?

A la lumière de ce qui précède, l'apport notamment de la femme à l'édification nationale a été hypothéqué durant trois décennies. Le pouvoir en place doit s'employer à faire tourner cette séquence de l'histoire de notre pays par des transformations observables dans le temps et dans l'espace qui affectent d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère, la structure de l'organisation sociale de notre République en vue de modifier le cours de son histoire.

- Dans le domaine politique: pour une bonne gestion de l'Etat et une bonne sécurité des libertés individuelles et collectives, on devra rendre effective la séparation entre les trois pouvoirs classiques en garantissant l'indépendance de la magistrature. Il faut installer une démocratie réelle « comme l'a si bien souligné son Excellence Monsieur le Ministre du Plan cet avant-midi ».

« La libération dont on parle tant aujourd'hui doit être globale et durable. Elle doit aller au-delà de la chute du régime politique de Monsieur Mobutu en s'étendant sur toutes les formes d'injustice, de discrimination socio-culturelle les plus surnoises car, toutes, elles étouffent l'épanouissement de l'individu et handicapent le développement de la collectivité ».

Le pouvoir en place doit relever le défi qui consiste à libérer toutes les énergies productives en vue d'assurer un développement rapide et durable de notre chère nation.

- Dans le domaine de la formation: la nécessité de l'instruction dans le développement des nations n'est plus à démontrer. Les femmes elles-mêmes ont aussi adhéré à cette thèse

à l'occasion de la quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes tenue du 4 au 15 septembre 1995 à Beijing. Parmi les résolutions adoptées à cette occasion, on peut lire « L'alphabétisation des femmes est un important moyen d'améliorer la santé, la nutrition et l'éducation de la famille et de permettre aux femmes de participer à la prise des décisions intéressant la société. Il faut assurer un accès égal à l'éducation, éliminer l'analphabétisme féminin, améliorer l'accès à la formation professionnelle, à l'enseignement scientifique et technique et à l'éducation permanente des femmes. Les femmes de tous les âges doivent acquérir des connaissances et développer leurs facultés, leurs aptitudes compétences ainsi que les valeurs morales nécessaires pour s'épanouir et participer pleinement, dans des conditions d'égalité, au processus de développement social, économique et politique ».

Le pouvoir en place devrait s'en préoccuper. Des mesures spéciales d'incitation des filles et des femmes à l'instruction devrait être envisagées.

- *Dans le domaine économique:* la promotion d'une économie sociale de marché intégrée et plaçant l'homme au centre de sa préoccupation et sans discrimination de sexe, la garantie d'accès au bien-être du peuple congolais à travers l'encouragement à la libre entreprise et à la propriété privée encore une fois, sans discrimination de sexe ; la relance du système bancaire ; l'intensification de la prospection minière et pétrolière ; le soutien d'un programme d'industrialisation visant la transformation des matières premières locales ; la modernisation des infrastructures de transport et l'application d'une politique cohérente de télécommunication, la mécanisation de l'agriculture...

- *Dans le domaine social et culture:* la réhabilitation du système de santé pour tous ; la remise en question courageuse des coutumes ancestrales devenues anachroniques, une gestion efficiente des idéologies notamment religieuses contrecarrant le développement, etc...

Que faut-il retenir comme mot de la fin?

CONCLUSION GENERALE

La femme congolaise est-elle intégrée au processus de la reconstruction nationale?

Non. Peut-elle y arriver? Oui. Nous pouvons répondre par l'affirmative parce que la femme elle-même est, non seulement disponible, mais réclame d'être traitée comme agent de développement au même titre que l'homme pour donner tout ce qu'elle a de meilleur.

Si le Gouvernement de la République compte véritablement sur l'apport de tous les nationaux pour développer le pays, il doit veiller ou se pencher de manière particulière sur la situation des femmes. Parmi les urgences à retenir citant entre autres:

1. La réhabilitation de l'infrastructure scolaire et le relèvement de la qualité du niveau d'enseignement. Toutefois, une attention particulière sera fixée sur les filles et les femmes qui accusent un grave retard par rapport à l'autre sexe.

L'instruction à dispenser doit être tournée vers des secteurs utiles et prioritaires en fonction de nos besoins de développement économique et social

2. Le bannissement des coutumes et idéologies anachroniques qui favorisent le nivellement de la femme et de l'ensemble de la société congolaise par le bas.

3. Une pratique effective de l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi et face aux secteurs productifs.

4. L'élimination du complexe de supériorité ou celui d'infériorité entre les deux sexes. Laissez-moi vous présenter l'une de nos questions posées au cours de notre enquête organisée à Lubumbashi en 1985 autour du thème « Analyse sociologique des implications de l'élévation socio-économique de l'épouse, question ayant conduit aux résultats suivants:

La question elle-même libellée en ces termes:

Quelle est selon vous, la situation qui prévaut généralement au sein du ménage où la femme a un revenu égal ou supérieur à celui du mari?

Résultats obtenus

TYPES DE REPONSES	EFFECTIF	POURCENTAGE
Complexe de supériorité de la femme	17	27 %
Complexe d'infériorité de l'homme	36	57 %
Harmonie entre les deux conjoints	10	16 %
	63	100 %

En effet, devant une telle situation , 84 % d'éventualité de conflit vaut-il la peine de prôner le renforcement du pouvoir économique des femmes? Ce tableau nous semble refléter la réalité vécue dans bon nombre de ménages. En général, l'homme se retrouve frustré, sans honneur, sans autorité surtout quand sa belle famille s'en mêle. Dans un tel climat, il réagit à tord et à travers vis-à-vis des opinions de sa femme.

Du côté de l'épouse, on remarque assez souvent des attitudes d'insoumission, de vanité... qui se répercutent négativement sur la vie conjugale. Que faire à cette question surtout que nous prônons ce jour l'équité en vue du renforcement des capacités et du pouvoir économique de la femme.

Le seul remède à ce propos c'est une campagne permanente d'éducation susceptible d'engendrer une reconversion des mentalités, de créer, un esprit critique, de favoriser la passion pour les vertus, le culte de l'être au lieu du paraître...

La nation a besoin de chacun de nous c'est-à-dire de l'homme comme de la femme. Cela doit être entendu, compris et vécu en dehors de toute forme de discrimination.

Placée dans un climat de sérénité, la femme congolaise est capable d'entreprendre des actions d'éclat.

Nous vous remercions pour votre sympathique attention et nous déclarons disponible pour le débat que nous souhaitons fructueux.